

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Demande de renseignements généraux

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

No RG 2022-2023	Sujet	Renseignements demandés	MO responsable
G01	Voyages hors QC	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2021-2022 : a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants; g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; - les détails de ces ententes; - les résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé; i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés; j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts; k) toute consigne sanitaire encadrant le retour de ces missions; l) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage.	MEI
G02	Voyages en avion Conseil des ministres et cabinets	Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2021-2022 : a) les raisons du déplacement; b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) les coûts ventilés; d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.; e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.	MEI
G03	Publicité, articles promotionnels et commandites	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2021-2022, et les prévisions pour 2022-2023; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.	MEI
G04	Conférences de presse, événements	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément : Par le cabinet ministériel : a) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; d) si l'événement s'est tenu virtuellement. Par le ministère ou l'organisme : e) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement; f) le but visé par chaque dépense; g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; h) si l'événement s'est tenu virtuellement. Par un professionnel ou par une firme externe : i) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement; j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m) le but visé par chaque dépense; n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; o) si l'événement s'est tenu virtuellement.	MEI

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

No RG 2022-2023	Sujet	Renseignements demandés	MO responsable
G05	Formation en communication	<p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p>Organisée par le ministère ou l'organisme :</p> <p>a) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement;</p> <p>b) le but recherché par chaque dépense;</p> <p>c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.</p> <p>Données par un professionnel ou une firme externe :</p> <p>d) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023;</p> <p>e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;</p> <p>f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</p> <p>g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;</p> <p>h) le but visé par chaque dépense;</p> <p>i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.</p>	MEI
G06	Contrats	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2021-2022, en indiquant :</p> <p>a) les noms du professionnel ou de la firme;</p> <p>b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);</p> <p>c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);</p> <p>d) la date d'octroi du contrat;</p> <p>e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;</p> <p>f) l'échéancier;</p> <p>g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</p> <p>Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.</p>	MEI
G07	Appels d'offres publics	<p>Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <p>a) la liste des soumissions et le montant de chacune;</p> <p>b) la grille d'évaluation des soumissions;</p> <p>c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;</p> <p>d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;</p> <p>e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.</p>	MEI
G08	Consultants externes	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022 :</p> <p>a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;</p> <p>b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);</p> <p>c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;</p> <p>d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;</p> <p>e) une description de son mandat;</p> <p>f) la date de début de son contrat;</p> <p>g) la date prévue de fin de son contrat;</p> <p>h) sa rémunération annuelle.</p>	MEI
G09	Développements informatiques	<p>Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2021-2022, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :</p> <p>a) le nom du projet;</p> <p>b) la nature du projet;</p> <p>c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);</p> <p>d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;</p> <p>e) les plus récentes évaluations du coût du projet;</p> <p>f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;</p> <p>g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;</p> <p>h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;</p> <p>i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;</p> <p>j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;</p> <p>k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :</p> <p>- la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;</p> <p>l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;</p> <p>m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2021-2022.</p>	MEI

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

No RG 2022-2023	Sujet	Renseignements demandés	MO responsable
G10	Dépenses diverses	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2021-2022, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes : a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement, incluant les oeuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.	MEI
G11	Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2021-2022, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie : a) le nombre de téléphones cellulaires utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil; b) le nombre de tablettes électroniques utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil; c) les coûts d'acquisition des appareils; d) le coût d'utilisation des appareils; e) le coût des contrats téléphoniques; f) les noms des fournisseurs; g) le nombre de minutes utilisées; h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.	MEI
G12a	Minorités visibles 35 ans et +	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;	MEI
G12b	Minorités visibles - de 35 ans	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;	MEI
G12c	Jours de maladie	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;	MEI
G12d	Réserve de maladie	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;	MEI
G12e	Heures supplémentaires	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.	MEI
G12f	Jours de vacances	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;	MEI
G12g	Réserve de jours de vacances	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;	MEI

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

No RG 2022-2023	Sujet	Renseignements demandés	MO responsable
G12h	Personnel double rémunération	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;	MEI
G12i	Effectifs par catégorie d'emploi et par territoire	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);	MEI
G12j	Effectifs complexité	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;	MEI
G12k	Effectifs traitement supérieur	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;	MEI
G12l	Postes par catégorie d'emploi	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);	MEI
G12m	Effectifs 5 prochains exercices	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;	MEI
G12n	Nombre employés permanents et temporaires	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : o) le nombre d'employés permanents et temporaires;	MEI
G12o	Départs volontaires	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;	MEI
G12p	Postes abolis par ministère	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;	MEI
G12q	Effectif autorisé Loi 15	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;	MEI
G12r	Postes vacants	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.	MEI
G13a	Départ à la retraite	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2021-2022 et les prévisions pour l'année 2021-2022 de : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;	MEI
G13b	Remplacement selon PGRH	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2021-2022 et les prévisions pour l'année 2021-2022 de : b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;	MEI
G13c	Retraités à contrat	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2021-2022 et les prévisions pour l'année 2021-2022 de : c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.	MEI
G14	Baux SQI	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2021-2022 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) propriétaire de l'espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant; k) s'il s'agit d'un renouvellement de bail ou d'un bail concernant une nouvelle adresse; l) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.	MEI
G15	Actifs immobiliers excédentaires	Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2021-2022, fournir : a) La liste des actifs excédentaires inoccupés; b) La valeur estimée de ceux-ci; c) Les coûts d'entretien annuel; d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.	MEI

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

No RG 2022-2023	Sujet	Renseignements demandés	MO responsable
G16	Aménagement	Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2021-2022, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	MEI
G17	Membres du Cabinet	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2021-2022, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2021-2021; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.	MEI
G18	Budget discrétionnaire	Liste des sommes d'argent versées en 2021-2022, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.	MEI
G19	Personnel hors structure	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2022-2023.	MEI
G20	Personnel en disponibilité	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2022-2023.	SCT
G21	Occasionnels mis à pied	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2021-2022, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge; c) prévisions pour 2022-2023.	SCT
G22	Personnel rémunéré M/O affecté ailleurs	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).	MEI
G23	Abonnements	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2021-2022, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. Ventiler le montant total par catégorie.	MEI
G24	Billets de saison, loges, club privé	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.	MEI

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

No RG 2022-2023	Sujet	Renseignements demandés	MO responsable
G25	Sites Internet	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site; i) les noms de domaines réservés; j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.	MEI
G26	Visites ministérielles et sous ministérielles	Pour 2021-2022, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant : a) les régions et les villes visitées; b) les personnes et organismes rencontrés; c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; d) les raisons du déplacement; e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; f) les coûts ventilés; g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.	MEI
G27	Adjoints parlementaires	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2021-2022 : a) le détail des mandats; b) le coût (déplacements, etc.); c) le nombre de ressources affectées; d) le nombre de rencontres; e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre. f) l'objet; g) les dates.	MEI
G28	Entités administratives créées, fusionnées, scindées, abolies	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.	SCT
G29	Crédits périmés et gel de crédits	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023.	SCT
G30	Revenus autonomes et tarification	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2022-2023.	MEI
G31	Plan de réduction	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2021-2022 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2022 pour 2022-2023.	SCT
G32	Transferts du gouvernement fédéral	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 et 2023-2024, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.	MEI
G33	Primes au rendement et bonis - SCT	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2021-2022, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.	MEI
G34	Primes au rendement et bonis - Cabinet	Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2021-2022 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.	MEI
G35	Primes de départ, allocation de transition	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2021-2022, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.	MEI
G36	Augmentations de salaire	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2021-2022 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.	SCT
G37	Salaires versés sans fonction ou tâche assignée	Pour 2021-2022, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche leur soit assignée. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.	MEI

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

No RG 2022-2023	Sujet	Renseignements demandés	MO responsable
G38	Reconduction des programmes existants	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2021-2022 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2022-2023. Pour chacun de ces programmes existants en 2021-2022, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2022-2023, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.	SQRC
G39	Initiative ou majoration programmes existants	Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.	SCT
G40	Dépenses en informatique et employés attirés aux dossiers informatiques	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.	MEI
G41	Masse salariale	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	SCT
G42	Taux d'absentéisme	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	SCT
G43	Cotisation à des associations	Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.	MEI
G44	Sondages	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) La date; b) La nature; c) Les questions posées; d) Les réponses; e) La firme retenue; f) Les coûts.	MEI
G45	Dépenses publicitaires - médias communautaires et Internet	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant; b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.	MEI
G46-Nouvelle	Achats crédits carbone	Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.	MEI
G47	Transfert d'emplois gouvernementaux en région	Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région : a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2021-2022; b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2021-2022 en précisant la région d'origine et la région de destination; c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.	MEI
G48-Nouvelle	Rapport final CSDEPJ	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Rapport final de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse.	MEI
G49	Protection des renseignements personnels	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2021-2022.	MEI
G50	Occupation et vitalité des territoires 2018-2022	Toutes sommes dépensées et action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.	MEI
G51	Mesures de télétravail/travail à distance	Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2021-2022, au sein du ministère ou de l'organisme : a) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié b) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2021; c) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.	SCT
G52	Remboursement matériel télétravail	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.	MEI
G53	Employés absents COVID-19	Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.	SCT
G54	Soutien employés - santé mentale	Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022 : a) Les sommes dépensées; b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE) c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.	MEI

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

No RG 2022-2023	Sujet	Renseignements demandés	MO responsable
G55	Entretien ménager et désinfection des locaux	Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2021-2022, fournir : a) Le total des sommes dépensées; b) Le nom des fournisseurs retenus; c) La liste des contrats.	MEI
G56	Coût mesures CNESST	Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.	MEI
G57	Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2021-2022 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande.	MEI
G58	Demandes d'accès à l'information	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2021-2022 : a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article); c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.	MEI
G59	Comités formés par le Conseil exécutif et les MO	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.	MEI
G60	Rémunération des stages	Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016. a) Nombre de stagiaires reçus; b) Heures de stages effectués; c) Rémunération totale déboursée.	MEI
G61-Nouvelle	Dépenses supplémentaires COVID-19	Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19, pour 2020 et 2021.	MEI
G62-Nouvelle	Dépenses implantation nouveau régime de dotation	Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60.	MEI
G63-Nouvelle	Amendes perçues 5 dernières années	Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.	MEI
G64	Plan d'action allègement réglementaire et admin. 2020-2025	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.	MEI
G65	Plan d'action économie sociale 2020-2025	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.	MEI
G66	Plan d'action croissance technologies propres 2018-2023	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.	MEI
G67	Plan d'action en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2017-2022	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2017-2022.	MEI
G68	Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.	MEI
G69	Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.	MEI
G70	Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.	MEI
G71	Plan d'action en économie numérique 2016-2021	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action en économie numérique 2016-2021.	MEI
G72	Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.	MEI
G73	Plan d'action - relance des exportations	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations.	MEI

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2022-2023 non répondues	Motif
NR1	PLQ-4	Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2021-2022, et les prévisions pour 2022-2023; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) le rapport statistique sur la portée et la clientèle visée. Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.	Répondue par la réponse de la question 3
NR2	PLQ-7 PQ-6	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Répondue par la réponse de la question 5
NR3	PLQ-12	Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet ; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ; d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ; e) les plus récentes évaluations du coût du projet ; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ; f9g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet ; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : l) la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.	Répondue par la réponse de la question 9
NR4	PQ-17c	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2021-2022 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Répondue par la réponse de la question 13a
NR5	PLQ-19	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Répondue par la réponse de la question 15
NR6	PLQ-21 PQ-19	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2021-2022, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Répondue par la réponse de la question 16
NR7	PLQ-27 PQ-25	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2022-2023.	Répondue par la réponse de la question 12p
NR8	PLQ-28 PQ-26	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2022-2023, par mission.	Répondue par la réponse de la question 12i
NR9	PLQ-31	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2021-2022, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. Ventiler le montant total par catégorie.	Répondue par la réponse de la question 23
NR10	PLQ-34 PQ-31	Nominations, pour 2021-2022, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.	Répondue par la réponse de la question 6
NR11	PLQ-116	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.	Répondue par la réponse de la question 48
NR12	PLQ-121	Nombre de mises à pieds et de non-renouvellement de contrats découlant de la pandémie de la COVID-19, au sein du ministère ou de l'organisme, en 2021-2022.	Répondue par la réponse de la question 21
NR13	PLQ-122	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.).	Répondue par la réponse de la question 6
NR14	PLQ-123	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Répondue par la réponse de la question 6
NR15	PLQ-124	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) Liste des contrats; b) Nom du fournisseur; c) Montant déboursé.	Répondue par la réponse de la question 6
NR16	PLQ-128	Concernant l'achat de matériel de protection individuel par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 : a) Total des dépenses réalisées; b) Type de matériel de protection acquis (gants, gels, visières, etc.); c) Liste des fournisseurs retenus; d) Coûts d'installation; e) Liste des contrats accordés et montants déboursés; f) Si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif.	Répondue par la réponse de la question 6
NR17	PQ-10	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2021-2022, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Répondue par la réponse de la question 6
NR18	QS-1	Nombre de postes ouverts pour les années financières 2021-2022 et 2022-2023 ; et nombre de postes combiés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Répondue par la réponse de la question 12i
NR19	QS-7	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Répondue par la réponse de la question 6
NR20	QS-9	Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.	Répondue par la réponse de la question 54
NR21	QS-12	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Répondue par la réponse de la question 14
NR22	PLQ-38 PQ-36	La liste des ententes et leur nature, signées en 2021-2022 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Répondue par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes
NR23	PLQ-48 PQ-45	Pour 2021-2022, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Répondue par le ministère du Conseil exécutif

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2022-2023 non répondues	Motif
NR24	PLQ-51 PQ-50	Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.	Répondue par la Société du Plan Nord
NR25	PLQ-52 PQ-51	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.	Répondue par la Société du Plan Nord
NR26	PLQ-53 PQ-52	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.	Répondue par le ministère des Transports
NR27	PLQ-54 PQ-53	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.	Répondue par le ministère des Transports
NR28	PLQ-55	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds d'électrification et de changements climatiques.	Répondue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
NR29	PLQ-56 PQ-55	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie.	Répondue par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles pour tous les ministères et organismes
NR30	PLQ-57 PQ-56	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.	Répondue par la Société du Plan Nord
NR31	PLQ-58 PQ-57	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	Répondue par le ministère de la Justice
NR32	PLQ-71	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2021-2022.	Répondue par le Secrétariat à la jeunesse
NR33	PLQ-72	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR34	PLQ-73	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR35	PLQ-75	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire (PAGAC).	Répondue par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR36	PLQ-76	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre d'application du rapport « Le racisme au Québec, tolérance zéro » du Groupe d'action contre le racisme.	Répondue par le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme
NR37	PLQ-77	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2021-2022.	Répondue par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
NR38	PLQ-79	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2021-2022.	Répondue par le ministère de la Culture et des Communications
NR39	PLQ-80	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.	Répondue par le Secrétariat aux affaires autochtones
NR40	PLQ-81	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).	Répondue par le Secrétariat aux affaires autochtones
NR41	PLQ-82	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».	Répondue par le Secrétariat aux affaires autochtones
NR42	PLQ-83	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR43	PLQ-84	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR44	PLQ-85	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR45	PLQ-86	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».	Répondue par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
NR46	PLQ-87	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.	Répondue par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR47	PLQ-88	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action pour la main d'œuvre.	Répondue par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR48	PLQ-89	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR49	PLQ-91	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR50	PLQ-92	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'agriculture durable 2020-2030.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR51	PLQ-93	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Politique bioalimentaire 2018-2025.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR52	PLQ-94	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR53	PLQ-95	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR54	PLQ-96	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR55	PLQ-97	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2017-2022.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR56	PLQ-98	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR57	PLQ-99	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR58	PLQ-100	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR59	PLQ-101	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action en économie numérique 2016-2021.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR60	PLQ-102	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie maritime 2015-2030.	Répondue par le ministère des Transports
NR61	PLQ-103	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2022-2023 non répondues	Motif
NR62	PLQ-104	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023.	Répondue par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
NR63	PLQ-105	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation et par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie
NR64	PLQ-106	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan pour une économie verte 2020-2030.	Répondue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
NR65	PLQ-107	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020.	Répondue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
NR66	PLQ-108	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.	Répondue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
NR67	PLQ-109	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.	Répondue par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
NR68	PLQ-114	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR69	PLQ-115	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action pour contrer les impacts sur les femmes en contexte de pandémie.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR70	PLQ-117	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR71	PLQ-118	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance ».	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR72	PLQ-120	Coût total des primes COVID-19 accordées au sein du ministère ou de l'organisme, montant individuel de ces primes et nombre d'employés qui en ont bénéficié en 2021-2022 et le montant des primes qui n'ont toujours pas été versées.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR73	PQ-9	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR74	PQ-54	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	Répondue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
NR75	QS-3	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant : a) nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	Répondue par le ministère des Transports
NR76	QS-4	Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones. a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.	Répondue par le Secrétariat aux affaires autochtones
NR77	QS-5	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR78	QS-6	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR79	QS-13	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées au cours de la présente législature.	Répondue par le ministère de la Justice
NR80	PLQ-15h PQ-16g	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR81	PLQ-62	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2021-2022 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR82	PLQ-64	La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR83	PLQ-65	Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer : a) La date ; b) La nature ; c) Les participants ; d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR84	PLQ-69	Tout portrait de l'empreinte carbone du ministère ou l'organisme réalisé en 2021-2022.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR85	PLQ-110	Toutes action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la conciliation travail-famille.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR86	PLQ-111	Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS).	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR87	PLQ-112	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de l'électrification des transports.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR88	PLQ-113	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR89	PLQ-130	Fournir chaque avis reçu par le ministère ou l'organisme de la part de la Direction nationale de la Santé publique, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) ou , en lien avec la pandémie de la COVID-19.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR90	PLQ-132	Nombre de plaintes reçues par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en lien avec la pandémie de COVID-19. (Préciser le nombre de plaintes provenant des employés et le nombre de plaintes provenant du public)	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR91	PLQ-133	Consignes et directives données aux employés des cabinets ministériels en lien avec la pandémie de COVID-19 et leur présence au bureau en 2021-2022.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2022-2023 non répondues	Motif
NR92	PQ-47	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR93	PQ-58	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2021-2022, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits

Question 01

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2021-2022 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
- j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts;
- k) toute consigne sanitaire encadrant le retour de ces missions;
- l) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage.

Réponse :

	Date du voyage	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Prénom, nom, titre
1	2021-09-14 2021-09-18	New York (États-Unis) Détroit (États-Unis) Toronto (Canada)	Participer à la mission économique Battery Show.	4 324	Pierre Fitzgibbon (Ministre) Mario Gebrayel (Conseiller économique)
2	2021-10-13 2021-10-17	Los Angeles (États-Unis) San Francisco (États-Unis)	Participer à la mission en Californie.	3 338	Pierre Fitzgibbon (Ministre) Mario Gebrayel (Conseiller économique)
3	2021-10-31 2021-11-06	New York (États-Unis)	Positionner le Québec comme partenaire de choix en quantique, secteur auquel le gouvernement a consenti des investissements majeurs afin qu'il se développe comme secteur d'excellence, et pour lequel aucune activité n'a encore été organisée à l'international. Accompagner les participants pour générer des partenariats technologiques et s'assurer de la mise en valeur de l'écosystème québécois.	2 992	Lysanne Picard (Conseillère)
4	2021-12-05 2021-12-06	Toronto (Canada)	Rencontres avec des entreprises intéressées à réaliser au Québec des projets d'investissements importants. Les projets sont en lien avec les filières de la batterie, de l'aérospatial et de la pharmaceutique.	1 330	Pierre Fitzgibbon (Ministre)
TOTAL				11 984	

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18). <https://www.economie.gouv.qc.ca/ministere/le-ministere/acces-information/renseignements-relatifs-aux-depenses/>.

En ce qui concerne la sous-question l), l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 46.

Question **02**

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2021-2022 :

- a) les raisons du déplacement;
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- c) les coûts ventilés;
- d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Réponse :

Ministre de l'Économie et de l'Innovation (cabinet de Pierre Fitzgibbon)

Date du voyage	Itinéraire	But du déplacement	Coût
2021-09-07	Longueuil - Baie-Comeau - Sept-Îles - Québec	Tournée dans la région de la Côte-Nord et visite de Métal 7 inc.	1 823 \$
2021-10-07 au 2021-10-08	Québec - Rivière-du-Loup - Mont-Joli - Québec	Tournée dans la région du Bas-Saint-Laurent, conférence de presse concernant l'Atelier du Bois St-Laurent et annonce concernant l'entreprise Précieux Groupe Raffinage.	938 \$
2021-11-28 au 2021-11-30	Longueuil - Amos - Rouyn-Noranda - Québec	Tournée dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue, conférence de presse concernant l'entreprise Eska et déjeuner-causerie avec la Chambre de commerce et d'industrie de Rouyn-Noranda.	5 693 \$
Total			8 454 \$

Ministre déléguée à l'Économie (cabinet de Lucie Lecours)

Date du voyage	Itinéraire	But du déplacement	Coût
2021-09-07	Longueuil - Baie-Comeau - Sept-Îles - Québec	Tournée dans la région de la Côte-Nord et visite de Métal 7 inc.	3 645 \$
2021-10-07 au 2021-10-08	Québec - Rivière-du-Loup - Mont-Joli - Québec	Tournée dans la région du Bas-Saint-Laurent, conférence de presse concernant l'Atelier du Bois St-Laurent et annonce concernant l'entreprise Précieux Groupe Raffinage.	2 814 \$
Total			6 460 \$¹

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17)*.

<https://www.economie.gouv.qc.ca/ministere/le-ministere/acces-information/renseignements-relatifs-aux-depenses/>

¹ Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits dans chacun des tableaux peut ne pas correspondre au total.

Question **03**

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme.

Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2021-2022, et les prévisions pour 2022-2023;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24). <https://www.economie.gouv.qc.ca/ministere/le-ministere/acces-information/renseignements-relatifs-aux-depenses/>.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Question **04**

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Réponse :

Événement	Type de dépense	Nom du fournisseur	Montant (\$)
Conférence de presse – Productions horticoles Demers	Sonorisation	MTESS	3 538
Conférence de presse – Annexair	Sonorisation	Duoson	2 669
Conférence de presse – AQT (hybride)	Sonorisation	MTESS	3 280
Conférence de presse – Projets Aérospatiale	Impression	MP Repro	75
Conférence de presse – Elysis (hybride)	Sonorisation	LSM	4 434
Conférence de presse – Offensive PME (hybride)	Sonorisation	MTESS	8 784
Conférence de presse – PAGES (hybride)	Sonorisation	MTESS	6 995
Conférence de presse – Félix et Paul (hybride)	Sonorisation	MTESS	4 859
Conférence de presse – Olymel (hybride)	Sonorisation	Duoson	3 211
Conférence de presse – Olymel	Impression	MP Repro	75
Conférence de presse – Projets IQ	Sonorisation	Duoson	3 578
Conférence de presse – Emblème (hybride)	Sonorisation	Duoson	2 513
Conférence de presse – INO (hybride)	Sonorisation	MTESS	5 922
Conférence de presse – Projet IQ Centre-du-Québec - Circ. Johnson	Sonorisation	Duoson	1 843
Conférence de presse – Projet IQ Centre-du-Québec - Arthabaska	Sonorisation	Duoson	1 601
Conférence de presse – Médicament Québec (hybride)	Sonorisation	Duoson	3 214
Conférence de presse – Projet IQ Capitale-Nationale	Sonorisation	MTESS	1 406
Conférence de presse – Shawinigan Aluminium	Location équipement	Duoson	1 767
Conférence de presse – Relance des centres-villes	Sonorisation	Audiovisuel Collins	669
Conférence de presse – Moteurs Taïga	Sonorisation	Duoson	3 558

Question **04**

Suite

Réponse :

Événement	Type de dépense	Nom du fournisseur	Montant (\$)
Conférence de presse – Qscale	Sonorisation et location chapiteau	MTESS	8 206
Conférence de presse – Projets FAIR Gaspésie	Sonorisation (annulation)	Trudel Sonorisation	561
Conférence de presse – LM Wind Power	Sonorisation (annulation)	MTESS	247
Conférence de presse – Projets Aérospatiale	Achat matériel	Gervais	642
Conférence de presse – Projets Aérospatiale (hybride)	Location salle	Palais congrès Montréal	7 765
Conférence de presse – Relance des centres-villes	Sonorisation	Proson	769
Conférence de presse – Projet IQ Herwood	Sonorisation	Audiovisuel Collins	773
Conférence de presse – Les Produits Gilbert	Sonorisation	LSM	1 051
Conférence de presse – Développement récréotouristique Adstock	Sonorisation	Productions Hugues Pomerleau	925
Conférence de presse – Développement récréotouristique Adstock (ajustement)	Sonorisation	Productions Hugues Pomerleau	125
Conférence de presse – Décontamination et valorisation de terrains stratégiques	Sonorisation	MTESS	1 328
Conférence de presse – Métal 7	Sonorisation	Disco Flash	625
Conférence de presse – APN/Liggo (hybride)	Sonorisation	MTESS	1 150
Conférence de presse – BDF Industriel	Sonorisation	LSM	998
Conférence de presse – Projets FAIR – Gaspésie	Sonorisation	Trudel	1 273
Conférence de presse – Évolupak	Sonorisation	Duoson	766
Conférence de presse – Atelier du bois Saint-Laurent	Sonorisation	Les productions Giard	1 075
Conférence de presse – Précieux groupe Raffinage	Sonorisation	Les productions Giard	1 095
Conférence de presse – Groupe Damabois	Sonorisation	Groupe Mégascène	900
Conférence de presse – Coopérative forestière Saint-Elzéar	Sonorisation	Sonorisation JRF	600
Conférence de presse – Fromagerie Saint-Guillaume	Sonorisation	Duoson	1 015
Conférence de presse – PIEC Mauricie	Sonorisation	Duoson	847
Conférence de presse – Pyrowave	Sonorisation	Audio Acoustique	900
Conférence de presse – Eska	Sonorisation	Projecson	865
Conférence de presse – PSES	Sonorisation	Duoson	1 384
Conférence de presse – Fonds Accelia Capital (hybride)	Sonorisation	Duoson	4 276
Conférence de presse – Solutions Murales Proslat	Sonorisation	Duoson	817
Conférence de presse – OTN (hybride)	Impression	MP Repro	102
Conférence de presse – Soutien à la croissance d'entreprises innovantes (hybride)	Impression	MP Repro	75

Question **04** Suite

Réponse :

Événement	Type de dépense	Nom du fournisseur	Montant (\$)
Femmessor (hybride)	Production vidéo événementielle	Mtl Grandé	40 364
Stratégie québécoise de l'aérospatiale (hybride)	Production vidéo événementielle	MTESS	42 590
Grand Rendez-vous de l'innovation québécoise	Production vidéo événementielle	SYNC	33 913

<p>Question 05</p>	<p>La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme :</p> <p>a) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement;</p> <p>b) le but recherché par chaque dépense;</p> <p>c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.</p> <p>Données par un professionnel ou une firme externe :</p> <p>d) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023;</p> <p>e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;</p> <p>f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</p> <p>g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;</p> <p>h) le but visé par chaque dépense;</p> <p>i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.</p>
---------------------------	--

Réponse :

Organisée par le Ministère :

Aucune somme n'a été dépensée en 2021-2022 en matière de formation de communication organisée par le Ministère.

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23). <https://www.economie.gouv.qc.ca/ministere/le-ministere/acces-information/renseignements-relatifs-aux-depenses/>

Question **06**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2021-2022, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Réponse :

La liste est jointe en annexe et, pour les contrats de 25 000 \$ et plus, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique ainsi qu'au système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

Par ailleurs, certaines informations ne peuvent être divulguées en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION

Rapport - Renseignements généraux - de 2021 à 2022

Question 6

Étude des crédits 2022-2023

* Tous les contrats énumérés ci-après ont été octroyés de gré à gré à l'exception du numéro 7 qui a été octroyé par appel d'offres sur invitation.

1000 - Direction et administration			
No	Nom du professionnel ou de la firme	Objet	Montant
1	Services Conseils Systematix inc., Les	Réaliser des mandats en analyse d'affaires, optimisation de processus et conseil stratégique.	17 850 \$
		Total	17 850 \$
2200 - Bureau du sous-ministre adjoint aux industries stratégiques et projets économiques majeurs			
No	Nom du professionnel ou de la firme	Objet	Montant
2	Bouthillier, Daniel	Préparer les rencontres tenues avec les coprésidents du chantier de travail portant sur les défis de l'industrie et préparer la documentation synthèse en vue de faire des recommandations au Ministère.	24 500 \$
3	Lavertu, Geneviève	Préparer les rencontres tenues avec les coprésidents du chantier de travail portant sur les défis de l'industrie et préparer la documentation synthèse en vue de faire des recommandations au Ministère.	24 500 \$
4	Stratégies immobilières LGP	Développer des outils d'accompagnement et de vulgarisation visant à faciliter la démarche pour obtenir la certification de terrains industriels prêts à l'investissement.	11 000 \$
5	Stratégies immobilières LGP	Évaluer les prix de terrains industriels.	8 000 \$
		Total	68 000 \$
2420 - Bureau du sous-ministre adjoint à l'entrepreneuriat, compétitivité des entreprises et des régions			
No	Nom du professionnel ou de la firme	Objet	Montant
6	Conseil québécois de la coopération et de la mutualité	Mettre à jour l'étude sur le taux de survie des coopératives réalisée en 2008.	24 500 \$
7	Léger Marketing inc.	Réaliser des sondages pour définir de nouvelles actions à envisager dans le cadre de l'élaboration du renouvellement de l'Offensive de transformation numérique.	22 445 \$
8	Alias entrepreneur.e	Animer des groupes de discussion constitués d'entrepreneurs de différents horizons.	9 995 \$
9	En mode solutions inc.	Accompagner le ministère dans la préparation et l'animation de trois rencontres de consultation dans le cadre de la mise en place du nouveau plan d'action en entrepreneuriat 2022 à 2025.	8 550 \$
10	Logika Intelligence d'affaires (Leblanc, Kim)	Automatiser un mégafichier Excel pour la reddition de comptes des projets des créneaux d'excellence.	6 875 \$
11	Boîte Flexible inc., La	Produire une vidéo promotionnelle sur l'accès des entreprises aux marchés publics, mettant en lumière l'expérience de l'entreprise avec le chantier naval Forillon.	3 050 \$
12	Sherpannie (Annie Chouinard)	Concevoir et animer une formation portant sur l'optimisation de la gestion de projets auprès des directeurs des créneaux et pôles d'excellence.	3 000 \$
13	Groupe Dancause et Associés inc.	Offrir 3 formations (Vallée de l'élastomère, Textile technique et Drones) auprès du personnel des créneaux d'excellence.	1 890 \$
14	Groupe Dancause et Associés inc.	Offrir une formation portant sur la démarche ACCORD auprès du personnel des créneaux d'excellence.	1 260 \$
		Total	81 565 \$
3120 - Bureau du sous-ministre adjoint à la science et à l'innovation			
15	Comme des filles productions inc.	Animer deux séances de consultation auprès des élèves du secondaire dans le cadre de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation.	3 000 \$
		Total	3 000 \$
Total ministériel			170 415 \$

Question **07**

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec:
<https://www.seao.ca/>.

Question **08**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022 :

- a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

Réponse :

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

La liste de tous les contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par le ministère de l'Économie et de l'Innovation en 2021-2022 est présentée en annexe de la question 6 des Renseignements généraux.

Question **09**

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2021-2022, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2021-2022.

Réponse :

Projets initiés en 2021-2022

Il n'y a eu aucun nouveau projet en développement informatique ou modernisation des systèmes informatiques au MEI en 2021-2022.

Projets initiés en 2020-2021

Nom du projet :	Audit industrie 4.0
Nature du projet :	Développement informatique
Montant initialement prévu :	319 000 \$
Sommes totales engagées en date du 28 février 2022 :	2020-2021 : 174 084 \$ 2021-2022 : 268 873 \$ Total : 442 957 \$
% de réalisation en date du 28 février 2022 :	100 %
Étude d'opportunité pour logiciel libre :	S. O.

m) Aucune pénalité n'a été appliquée à des sous-traitants dans le domaine des TI pour l'année financière 2021-2022.

De l'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 \$ est également disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>.

Question 10

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2021-2022, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes:

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement, incluant les oeuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

Réponse :

- la photocopie	581 \$
- le mobilier de bureau / ameublement	2 064 \$
- la décoration et l'embellissement	0 \$
- le distributeur d'eau de source	0 \$
- le remboursement des frais de transport	87 103 \$
- le remboursement des frais d'hébergement et repas	172 793 \$
- le remboursement des frais d'alcool et de fêtes	0 \$
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement ¹ :	
a) au Québec ²	19 191 \$
b) à l'extérieur du Québec	0 \$

Total : 281 732 \$

¹ Dépenses et frais directs seulement (avril 2021 à février 2022).

² Les formations offertes durant la période de pandémie pourraient avoir été offertes à distance.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale*.

Question 11

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2021-2022, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- c) les coûts d'acquisition des appareils;
- d) le coût d'utilisation des appareils;
- e) le coût des contrats téléphoniques;
- f) les noms des fournisseurs;
- g) le nombre de minutes utilisées;
- h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme ;
- j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.

Réponse :

Pour les cabinets ministériels et la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associé) :

Coût d'acquisition des téléphones cellulaires :	3 376 \$
Coût d'acquisition des tablettes électroniques et des ordinateurs portables :	7 911 \$
Coût d'utilisation des appareils ¹ :	2 754 \$
Coût des contrats téléphoniques :	12 902 \$
Coût des frais d'itinérance :	2 138 \$
Coûts de résiliation :	0 \$

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale*.

Pour les sous-questions c), d), e), f), l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25). <https://www.economie.gouv.qc.ca/ministere/le-ministere/acces-information/renseignements-relatifs-aux-depenses/>.

¹ Les frais d'utilisation comprennent tous les frais hors forfait excluant, les frais d'équipements, les frais d'itinérance et les bris de contrat. On y retrouve donc l'assistance annuaire, les services primés, les crédits et remises, etc.

Question **12**

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :
 - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- l) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);
- m) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- n) le nombre d'employés permanents et temporaires;
- o) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
- p) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
- q) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
- r) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

Réponse :

Les réponses aux sous-questions **a), b), c), d), e), f), g), i), j), k), l), m), n), o), q)** seront transmises par le **Secrétariat du Conseil du trésor**, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- h) Nombre de personnes et la répartition par catégories d'emploi qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite**

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

- p) Nombre de postes abolis ventilés par corps d'emploi**

Le Ministère n'a pas aboli de poste durant l'exercice financier 2021-2022.

- r) Nombre de postes vacants**

Le Ministère compte 29 postes vacants en date du 28 février 2022. Il est à noter que 48,3 % de ceux-ci font présentement l'objet d'un processus de dotation.

Question **13**

Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2021-2022 et les prévisions pour l'année 2022-2023 de :

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2022-2023 et les indemnités de retraite qui seront versées;
- d) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Réponse :

a) Nombre de départs à la retraite

- La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) pour tous les ministères et organismes.

b) Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines

- 9 départs ont été remplacés en 2021-2022.

c) Nombre de départs à la retraite prévus pour 2022-2023 et 2023-2024 et les indemnités de retraites qui seront versées

- La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) pour tous les ministères et organismes étant donnée les informations sur les indemnités.

d) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats

- 3 retraités ont été engagés au cours de l'année 2021-2022, et ce, selon les règles en vigueur dictées par le SCT.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION

Renseignements généraux

Étude des crédits 2022-2023

Question 14

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2021-2022 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant;
- k) s'il s'agit d'un renouvellement de bail ou d'un bail concernant une nouvelle adresse;
- l) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.

Réponse :

Région	Emplacement de la location	Superficie louée (m ²)		Coût total (voir notes 1 et 2) \$/ an	Durée du bail		Responsable de l'espace loué (voir note 3)	Coûts d'aménagement
		Bureau	Entrepôt		Début	Fin		
03	900, place D'Youville, Québec	2 179,92	0,00	582 933 \$	2001-07-15	2026-06-30	SQI	0 \$
03	888, rue Saint-Jean, Québec	305,45	0,00	93 902 \$	2002-03-01	2024-11-30	SQI	0 \$
03	710, place D'Youville, Québec	10 683,61	482,06	3 672 098 \$	2011-01-01	2025-12-31	SQI	10 137 \$
06	380, rue Saint-Antoine Ouest, Montréal	6 934,27	94,95	3 089 329 \$	1992-04-08	2027-12-31	SQI	116 783 \$
11	173, Avenue de Port Royal, Bonaventure	63,45	0,00	13 252 \$ (voir note 4)	2019-11-27	2034-11-26	SQI / MTESS	0 \$
TOTAL		20 743,71 m²		7 451 514 \$				126 920 \$

Note 1 : Le coût total du loyer inclut des frais de gestion de la Société québécoise des infrastructures (SQI) et d'exploitation (électricité, chauffage et entretien ménager).

Note 2 : Les ententes d'occupation pour les sites hébergeant des ressources ministérielles en région sont sous la responsabilité d'Investissement Québec depuis le 1^{er} avril 2020. De nouvelles ententes d'occupation pour les espaces occupés par le MEI dans ces sites sont en cours de préparation.

Note 3 : La SQI signe tous les baux lorsque les espaces locatifs appartiennent à un autre propriétaire qu'elle-même.

Note 4 : L'entente d'occupation pour le site de Bonaventure a débuté au 1^{er} septembre 2021.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale*.

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art.4, paragraphe 27)*, <https://www.economie.gouv.qc.ca/ministere/le-ministere/acces-information/renseignements-relatifs-aux-dependances/>.

Question **15**

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir :

- a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;
- b) La valeur estimée de ceux-ci;
- c) Les coûts d'entretien annuel;
- d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

Réponse :

Le Ministère n'a détenu aucun actif immobilier excédentaire en 2021-2022.

Question **16**

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2021-2022, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Réponse :

Détail concernant les frais de déménagement, d'aménagement, de rénovation et des autres travaux pour les cabinets ministériels :

Date des travaux	Nom de la firme ayant effectué les travaux	Description	Coût (\$)
2021-05-07	Allied	Déplacement d'une prise de câble dans la salle de réunion du Cabinet à Montréal.	148
2021-05-07	Allied	Travaux de menuiserie et de peinture dans le cadre d'un projet d'installation d'un système de webconférence dans la salle de réunion du cabinet à Montréal.	192
2021-07-05	Allied	Travaux de réfection de la suite du cabinet à Montréal.	25 727
2021-08-31	Réseau bureautique	Installation de murs architecturaux permettant l'ajout de postes de travail dans la suite du cabinet à Montréal.	15 866
2021-08-31	Allied	Installation d'une prise électrique murale et déplacement d'un interrupteur dans la suite du cabinet à Montréal.	296
TOTAL			42 229

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale*.

Question **17**

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2021-2022, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2021-2022;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Réponse :

**Cabinet du ministre de l'Économie et de l'Innovation
(M. Pierre Fitzgibbon)**

Nom	Prénom	Titre de l'emploi ¹	Ville
Beaulieu	Hugues	Conseiller politique	Québec
Bélanger	Félix	Attaché politique	Québec
Boutin	Valérie	Attachée politique	Terrebonne
Dionne	Amélie	Conseillère politique	Rimouski
Fortin	Virginie	Conseillère politique	Montréal
Gauthier	Vincent	Attaché politique	Terrebonne
Gebayel	Mario	Attaché politique	Québec
Leblanc	Chantal	Attachée politique	Terrebonne
Lévesque	Pierre	Attaché politique	Québec
Olivier	Jeanne	Conseillère politique	Montréal
Prégent-Charlebois	Noémie	Attachée politique	Montréal
Ramacieri	Alexandre	Directeur de cabinet	Montréal
Renaud St-Amand	Mathieu	Conseiller politique	Montréal
Sicard	Yves	Conseiller politique	Montréal

¹Pour les descriptions de tâches, se référer à l'article 3 de la directive 4-83.

Période	Masse salariale autorisée
1 ^{er} avril 2021 au 31 mars 2022	1 160 000 \$

Question 17	Suite
--------------------	-------

Réponse :

**Cabinet de la ministre déléguée à l'Économie
(M^{me} Lucie Lecours)**

Nom	Prénom	Titre de l'emploi ¹	Ville
Balan	Bianca Anamaria	Attachée politique	Québec
Bédard	Guylaine	Attachée politique	Sainte-Anne-des-Plaines
Boulangier	Xavier	Employé de soutien	Sainte-Anne-des-Plaines
Gagnon-Fortin	Christophe	Attaché politique	Québec
Gasse	Stéphane	Conseiller politique	Québec
Guay	Jonathan	Conseiller politique	Montréal
Labaz	Marie-Noëlle	Attachée politique	Sainte-Anne-des-Plaines
Lamy	Isabelle	Attachée politique	Sainte-Anne-des-Plaines
Lessard-Martin	Alexandre	Attaché politique	Sainte-Anne-des-Plaines
Loupret	Claudia	Attachée politique	Québec
Marra-Hurtubise	David	Attaché politique	Sainte-Anne-des-Plaines
Pelletier	François	Conseiller politique	Montréal
Philibert	Michel	Directeur de cabinet	Montréal
Ricard-Bouillon	Mee-Rang	Directrice de cabinet	Montréal
Simard	Karyne	Attachée politique	Sainte-Anne-des-Plaines
St-Laurent	Romane	Attachée politique	Québec

¹Pour les descriptions de tâches, se référer à l'article 3 de la directive 4-83.

Période	Masse salariale autorisée
1 ^{er} avril 2021 au 31 mars 2022	655 000 \$

**Cabinet de la ministre déléguée au Développement économique régional
(M^{me} Marie-Eve Proulx)**

Nom	Prénom	Titre de l'emploi ¹	Ville
Bolduc	Florence	Attachée politique	Rimouski
Canova	Laetitia	Attachée politique	Montmagny
Cyr	Johanne	Attachée politique	Montmagny
Dufour	Lanie	Attachée politique	Québec
Godbout	Sonia	Attachée politique	Montmagny
Hudon	Jacques	Directeur de cabinet	Gatineau
Ouellet	Jocelyne	Employée de soutien	Montmagny
Roy	Julie	Conseillère politique	Montmagny

¹Pour les descriptions de tâches, se référer à l'article 3 de la directive 4-83.

Période ¹	Masse salariale autorisée
1 ^{er} avril 2021 au 4 mai 2021	700 000 \$

¹Le cabinet de M^{me} Proulx a été dissous en date du 4 mai 2021.

Question **18**

Liste des sommes d'argent versées en 2021-2022, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art.4 paragraphe 26).
<https://www.economie.gouv.qc.ca/ministere/acces-information/reenseignements-relatifs-aux-dependances/subventions-versees-a-meme-les-budgets-discretionnaires-du-ministre-et-de-la-ministre-deleguee/>

Question **19**

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
- g) les prévisions pour 2022-2023.

Réponse :

Aucun personnel hors structure pour l'exercice financier 2021-2022.

Question **20**

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2022-2023.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.

Question **21**

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2021-2022, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) par catégorie d'âge;
- c) prévisions pour 2022-2023.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.

Question **22**

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Réponse :

- a) Nom de la personne : Denis Hardy
- b) Poste occupé : Conseiller en intelligence d'affaires à Québec International
- c) Salaire¹ : 197 303 \$
- d) Assignation initiale : Conseiller spécial à l'Université Laval
- e) Assignation actuelle : Conseiller en intelligence d'affaires à Québec International
- f) Date de l'assignation hors structure : 15 octobre 2019
- g) Date de fin de l'assignation : 6 juin 2022

¹Données en date du 28 février 2022.

Question **23**

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2021-2022, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégorie.

Réponse :

Liste des abonnements du ministère de l'Économie et de l'Innovation

Titre (description)	Nom du fournisseur	Coût (\$)
Air & Cosmos	Air & Cosmos	224
Aviation Week Intelligence Network Premium	Aviation Week	4 457
Banque de données IBIS World	IBISWorld Inc.	5 125
Base de données - fDi Markets	Financial Times Limited, The	15 650
Base de données de Dun & Bradstreet	Dun & Bradstreet Canada Itée	4 500
Base de données Euroconsult	Euroconsult	7 522
Base de données Jus Mundi	Jus Mundi	8 533
Base de données sur le commerce mondial	Trade Data Monitor	29 500
Données annuelles du commerce international du Québec	Institut de la statistique du Québec	18 755
EXP Travail	Société québécoise d'information juridique	710
Financial Times	Financial Times Limited, The	1 283
Forbes	Forbes	62
Global Trade Analytics - Enterprise	IHS Markit Canada ULC	54 153
Globe and Mail	Globe and Mail, The	354
Harvard Business Review	Harvard Business Review	433
Inoreader	Innologica Ltd.	88
Inside U.S. Trade	Inside Washington Publishers	1 576
Law 360	Lexisnexis Canada inc.	950
Le Devoir	Devoir Inc., Le	178
Les Affaires	Affaires®, Les	62
Lexis Advance Quicklaw	Lexisnexis Canada inc.	3 189
MIT Sloan Management Review	MIT Sloan Management Review	140
New York Times	New York Times Digital	271
Politico Pro Plus	Politico LLC	10 373
Project Syndicate	Project Syndicate	125
Research Money	Research Money	399
T1.com private equity	Refinitiv Canada Holdings Limited	10 300
The Economist	The Economist	386

Question **23**

Suite

Réponse :

Titre (description)	Nom du fournisseur	Coût (\$)
The Logic	The Logic	345
TradeLaw Guide	TradeLawGuide Limited	3 569
Washington Post	The Washington Post	115
Wavteq IncentivesFlow	Wavteq Fzco	15 500
World Trade Online	Inside Washington Publishers	1 698
World Unmanned Aerial Systems Online (Civil)	Teal Group Corporation	3 502
World Unmanned Aerial Systems Online (Military)	Teal Group Corporation	3 457
Worspace for investment bankers	Refinitiv Canada Holdings Limited	4 800
Statista	Statista inc.	10 068
	Total	222 351

L'information fournie inclut les cabinets ministériels.

Question **24**

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Réponse :

Au 28 février 2022, le Ministère n'a déboursé aucune somme pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges, l'achat de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels ou pour être membre d'un club privé.

Pour les billets d'événements et de conférences organisés par les chambres de commerce :

Nom du fournisseur	Nom de l'événement	Coût (\$)
Chambre de commerce de la MRC de la Matapédia	Gala- Reconnaissance (virtuel).	35
La Chambre de commerce de Sept-Îles et Uashat Mak Mani-utenam	Dîner-conférence de Ghislain Picard, chef de l'Assemblée des Premières Nations du Québec-Labrador.	95
	Déjeuner – L'aide financière aux entreprises : Qu'en est-il en cette période de pandémie mondiale?	
Chambre de commerce de Sherbrooke	Rencontre privée avec le ministre Pierre Fitzgibbon.	50
Total		180

Question **25**

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site;
- i) les noms de domaines réservés;
- j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.

Réponse :

a) Site Web ministériel

www.economie.gouv.qc.ca

b) Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site

Le site a été conçu et réalisé à l'interne.

c) Coûts de construction du site

Coûts globaux annuels de construction et d'entretien
(incluant les coûts d'entretien précisés à la rubrique suivante)

2021-2022	15 375 \$
-----------	-----------

d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour

L'hébergement est assuré à l'interne dans les infrastructures du ministère et n'entraîne pas de coûts additionnels.

L'entretien et la mise à jour sont entièrement assumés par l'équipe des communications numériques de la Direction des communications. Certaines tâches spécialisées sont confiées à l'externe; ces coûts, inclus dans le tableau *Coûts globaux de construction et d'entretien* présenté plus haut, se répartissent comme suit :

2021-2022	
Siteimprove Outil d'analyse sur la qualité des contenus (liens brisés, orthographe, référencement, accessibilité) de sites Web	15 375 \$
Total	15 375 \$

e) Coûts de modernisation ou de refonte

Des travaux d'amélioration et de mise à niveau sont constamment en cours afin de toujours mieux répondre aux besoins des clientèles. En 2021-2022, ces travaux ont été effectués à l'interne et n'ont donc pas occasionné de coûts additionnels.

f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

g) Fréquence moyenne de mise à jour

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

h) Responsable du contenu sur le site

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question **26**

Pour 2021-2022, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
- b) les personnes et organismes rencontrés;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Réponse :

Dépenses liées à une tournée réalisée par le Cabinet du ministre de l'Économie et de l'Innovation (Pierre Fitzgibbon)

Nom de l'événement	Régions	Total (\$)
Tournée – Saguenay–Lac-Saint-Jean	Saguenay–Lac-Saint-Jean	389
Tournée – Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	340
Tournée – Sherbrooke	Estrie	1 016
Tournée – Saguenay	Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 850
Tournée – Abitibi-Témiscamingue	Abitibi-Témiscamingue	12 998
Total		16 593

Dépenses liées à une tournée réalisée par le Cabinet de la ministre déléguée à l'Économie (Lucie Lecours)

Nom de l'événement	Régions	Total ¹ (\$)
Tournée – Mauricie	Mauricie	236
Tournée – Centre-du-Québec	Centre-du-Québec	278
Tournée – Beauce-Nord	Chaudière-Appalaches	331
Tournée – Lac Saint-Jean	Saguenay–Lac-Saint-Jean	786
Tournée – Côte-Nord	Côte-Nord	7 291
Tournée – Saguenay	Saguenay–Lac-Saint-Jean	587
Tournée – St-Jean-sur-Richelieu	Montréal	276
Tournée – Bas-Saint-Laurent	Bas-Saint-Laurent	5 549
Tournée – Chauveau	Capitale-Nationale	6
Total		15 340

¹ Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits peut ne pas correspondre au total.

Question **27**

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2021-2022 :

- a) le détail des mandats;
- b) le coût (déplacements, etc.);
- c) le nombre de ressources affectées;
- d) le nombre de rencontres;
- e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- f) l'objet;
- g) les dates.

Réponse :

Monsieur Yuri Chassin

Adjoint parlementaire du ministre Pierre Fitzgibbon, volet allègement réglementaire

DATE DU DÉPLACEMENT	DESCRIPTION	COÛT
2021-11-18	Grand Rendez-vous de l'innovation québécoise.	66 \$
TOTAL		66 \$

Madame MarieChantal Chassé

Adjointe parlementaire du ministre Pierre Fitzgibbon, volets innovation et entrepreneuriat

DATE DU DÉPLACEMENT	DESCRIPTION	COÛT
2021-09-16	Conférence de Montréal.	27 \$
	Déplacement au bureau du MEI à Montréal dans le cadre d'une rencontre des zones d'innovation.	29 \$
2021-10-14	Déplacement aux différents lieux de tournage à Montréal pour des vidéos liés au Grand Rendez-vous de l'innovation québécoise.	46 \$
TOTAL		102 \$

Question **28**

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.

Question **29**

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.

Question **30**

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2022-2023.

Réponse :

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée dans le **rapport annuel de gestion 2021-2022** du ministère.

Question **31**

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2021-2022 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2021 pour 2022-2023.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.

Question **32**

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 et 2023-2024, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Réponse :

En date du 28 février 2022, le Ministère a reçu un montant de 2 818 963 \$ du gouvernement fédéral pour l'exercice financier 2021-2022 dans le cadre des activités du Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires.

En date du 28 février 2022, le Ministère a reçu un montant de 202 979 \$ du gouvernement fédéral dans le cadre de l'Entente bilatérale intégrée relative au programme d'infrastructure Investir dans le Canada.

Question **33**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2021-2022, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

Réponse :

Les bonis sont abolis depuis quelques années pour toutes les catégories d'emploi.

Question **34**

Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2021-2022 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

Réponse :

En 2021-2022, aucun boni ou autre rémunération variable fondé sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.

Question **35**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2021-2022, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Réponse :

Pour l'exercice financier 2021-2022, aucune prime de départ (allocation de transition) n'a été accordée.

Question **36**

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2021-2022 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.

Question **37**

Pour 2021-2022, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions ;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Réponse :

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Question **38**

La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2021-2022 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2022-2023. Pour chacun de ces programmes existants en 2021-2022, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2022-2023, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.

Question **39**

Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.

Question **40**

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital) ;
- b) les grands dossiers en cours ;
- c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques ;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ;
- e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.

Réponse :

- a) La dépense totale (opération et capital) s'élève à 10 087,8 k\$.
- b) Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet - <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>)
- c) Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
- d) La réponse à cette question sera transmise par le **ministère de la Cybersécurité et du Numérique** pour tous les ministères et organismes.
- e) La réponse à cette question sera transmise par le **ministère de la Cybersécurité et du Numérique** pour tous les ministères et organismes.

Question **41**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.

Question **42**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.

Question **43**

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Réponse :

Dépense totale pour le paiement des cotisations en 2021-2022 : 49 986 \$

American Foundry Society
Association de l'industrie électrique du Québec
Association des professionnels en développement économique du Québec
Association québécoise pour l'évaluation d'impacts
Biotechnology Innovation Organization
Centre interdisciplinaire de recherche et d'information sur les entreprises collectives
Chambre de commerce de l'Est de Montréal
Chambre de commerce du Montréal métropolitain
Chambre de commerce et d'industrie de Trois-Rivières
Chambre de commerce et d'industrie de Drummondville
Chambre de commerce et d'industrie de Québec
Chambre de commerce et d'industrie des Bois-Francs et de l'Érable
Chambre de commerce et d'industrie du Cœur-du-Québec
Conseil des relations internationales de Montréal
Institut des administrateurs de sociétés - FAQ
Mouvement québécois de la qualité
Observatoire des sciences et des technologies - UQAM
Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail
Réseau Action TI
Réseau compétences des développeurs économiques de l'Estrie
Société québécoise d'évaluation de programme
The Institute of International Auditors

Question **44**

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) La date;
- b) La nature;
- c) Les questions posées;
- d) Les réponses;
- e) La firme retenue;
- f) Les coûts.

Réponse :

Nom du professionnel ou de la firme	Objet	Montant (\$)	Mode d'octroi
BIP Recherche inc.	Réaliser des sondages téléphoniques auprès des entreprises et des organismes ayant bénéficié d'une aide financière de la part du MEI.	198 000	Contrat par appel d'offres public
Léger Marketing inc.	Réaliser des sondages pour définir de nouvelles actions à envisager dans le cadre de l'élaboration du renouvellement de l'Offensive de transformation numérique.	22 445	Contrat par appel d'offres sur invitation
SOM	Obtenir les services d'une firme de sondage pour des besoins sporadiques.	95 000	Contrat conclu de gré à gré
Total		315 445	

Question **45**

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;
- b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

Réponse :

La liste des dépenses en publicité est incluse dans les informations diffusées sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 8 et 24).

<https://www.economie.gouv.qc.ca/ministere/le-ministere/acces-information/reenseignements-relatifs-aux-depenses/>

<https://www.economie.gouv.qc.ca/ministere/acces-information/documents-transmis-dans-le-cadre-dune-demande-dacces-a-linformation/>

Question **46**

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

Réponse :

L'achat de crédits carbone se traduit par une contribution monétaire à une initiative visant à la réduction de gaz à effet de serre.

Au 28 février 2022, aucune direction du ministère n'a engagé de dépense pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre dans le cadre de ses activités.

Pour les Fonds de recherche du Québec (FRQ) :

Les FRQ compensent les émissions de gaz à effet de serre pour tous les déplacements des membres du personnel (auto, bus, train, avion) par l'achat de crédits carbone :

	2021-2022
Compensation* carbone de tous les déplacements	3 000 \$

** Noter que les déplacements sont beaucoup moins fréquents en 2021-2022 en raison du contexte pandémique.*

Cette compensation est attribuée à la Bourse du carbone Scol'ERE. Cette bourse permet d'offrir des ateliers de formation pour des jeunes du primaire (4^e à 6^e année), afin de les sensibiliser aux enjeux des changements climatiques.

Question **47**

Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région :

- a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2021-2022;
- b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transféré en région en 2021-2022 en précisant la région d'origine et la région de destination;
- c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.

Réponse :

- a) Tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2021-2022**

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

- b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère qui ont été transféré en région en 2021-2022**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1^{er} octobre 2018**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Question **48**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Rapport final de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor** pour tous les ministères et organismes.

Question **49**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2021-2022.

Réponse :

La liste des contrats octroyés par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2021-2022, s'il en est, est présentée à la réponse à la question 06 des Renseignements généraux.

En ce qui concerne les actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels, nous vous informons que, suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

Question **50**

Toutes sommes dépensées et action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.

Réponse :

L'information concernant le plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2021-2022 des ministères et organismes assujettis à la Loi pour assurer l'occupation et le vitalité des territoires.

Question **51**

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2021-2022, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;
- b) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2022;
- c) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor**, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **52**

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Réponse :

Au 28 février 2022, un montant de 50 203 \$ a été remboursé aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Question **53**

Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor**, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **54**

Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022 :

- a) Les sommes dépensées;
- b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE)
- c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

Réponse :

- a) Aucune somme n'a été dépensée par le Ministère en matière de santé mentale. Depuis le 1^{er} septembre 2020, le Programme d'aide aux employés (PAE) est offert gratuitement aux ministères et organismes et relève du Secrétariat du Conseil du trésor. **Le PAE offre de nombreux services dont ceux en matière de santé mentale.**
- b) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- c) Aucune somme n'a été dépensée par le Ministère en ressources externes en matière de santé mentale.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : [https:// www.seao.ca/](https://www.seao.ca/) ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Question **55**

Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2021-2022, fournir :

- a) Le total des sommes dépensées;
- b) Le nom des fournisseurs retenus;
- c) La liste des contrats.

Réponse :

Les locaux hébergeant les bureaux du MEI étant tous sous entente d'occupation avec la Société québécoise des infrastructures (SQI), les contrats d'entretien ménager pour les services de base sont prévus aux baux et sont sous la responsabilité de la SQI.

Le Ministère est responsable de toute demande d'entretien ménager additionnelle, ainsi que des frais de désinfection des locaux en lien avec le protocole sanitaire décrété par le gouvernement au regard de la pandémie de la COVID-19.

Pour la période de référence, le Ministère a engagé des dépenses totalisant 34 768 \$ pour des demandes ponctuelles d'entretien ménager et pour des services de désinfection.

Tous les contrats ont été octroyés aux propriétaires des édifices selon les modalités prévues aux baux.

Question **56**

Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.

Réponse :

Le Ministère n'a payé aucune somme qui découle de la mise en place des mesures recommandées puisqu'il n'y a eu aucune visite de la CNESST dans les locaux du MEI.

Question **57**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2021-2022 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande.

Réponse :

Un contrat a fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre en vertu de l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics :

Nom du prestataire de services	Montant du supplément	Motif de la demande
MOMENTUM TECHNOLOGIES INC.	14 238,40\$	<p>Le contrat initial (S 280 425 957) conclu à l'issu de l'appel d'offres public MEI-P246 (avis SEAO # 1272532) prévoyait un budget de 142 384 \$, soit l'équivalent de deux-cent-vingt-huit (228) jours sur une période de trois (3) ans (novembre 2019 à novembre 2022).</p> <p>Toutefois, face aux multiples difficultés à recruter des ressources ayant de l'expertise sur les infrastructures Linux, le budget associé à ce contrat s'est épuisé très rapidement.</p> <p>Ainsi, un montant supplémentaire de 14 238,40 \$ a été requis afin de permettre au Ministère d'obtenir les services pour plus de 22 jours additionnels (en respectant toutefois la période prévue au contrat initial).</p> <p>Une autorisation préalable du sous-ministre a été obtenue le 10 août 2021 et l'avenant a été signé le 12 août 2021.</p>

Ces renseignements sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SEAO) : <https://www.seao.ca/>.

Question **58**

Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2021-2022:

- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
- c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

Réponse :

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au **rapport annuel 2021-2022** du ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Question **59**

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

Réponse :

Nom du comité	Brève description	Liste des membres	MO responsable
1) Comité en gestion contractuelle du Forum des gestionnaires en ressources matérielles	Regroupement d'intervenants en gestion contractuelle en vue d'échanger sur des sujets d'intérêts communs et des problématiques courantes.	Intervenants en gestion contractuelle de différents ministères et organismes	CNESST
2) Forum des gestionnaires en ressources financières	Regroupement de tous les directeurs des ressources financières des ministères et organismes afin d'échanger sur les meilleures pratiques d'affaires.	Tous les ministères et organismes	SCT
3) Forum des secrétaires de comité de sélection	Lieu de formation et d'échanges qui favorise l'apprentissage, le transfert des connaissances et de l'expertise, ainsi que l'uniformisation des pratiques d'adjudication de contrats.	Tous les ministères et organismes	SCT - Sous-secrétariat aux marchés publics
4) Forum Banque Nationale du Canada	Lieu d'échanges entre les responsables du programme « Carte Affaire » de la Banque Nationale du Canada (BNC), les représentants de la BNC et le ministère des Finances (MFQ) en vue de présenter des nouveautés, de faire un rappel sur les bonnes pratiques ou de clarifier certaines procédures.	Coordonnateurs du programme « Carte Affaire » dans les différents ministères et organismes	Banque Nationale et MFQ
5) Table d'échanges en ressources financières	Regroupement de tous les intervenants en ressources financières afin d'échanger sur des sujets d'intérêts communs et des problématiques courantes.	Intervenants en ressources financières de différents ministères et organismes	Contrôleur des finances
6) Regroupement des directeurs généraux de l'administration	Soutenir les directeurs généraux de l'administration, sous-ministres adjoints et vice-présidents à l'administration des ministères et organismes dans leurs actions auprès de l'organisation; collaborer avec les autorités gouvernementales à la définition et à la mise en place de politiques et de réformes; contribuer à l'amélioration de la performance au sein de l'appareil gouvernemental; favoriser le développement des compétences.	Tous les ministères et organismes	SCT
7) Forum des directrices et des directeurs en ressources humaines	Regroupement de tous les directeurs des ressources humaines des ministères et organismes afin d'échanger sur les meilleures pratiques d'affaires en matière de gestion des ressources humaines.	Tous les ministères et organismes	SCT
8) Comité ministériel entourant la participation du Québec aux Programmes d'infrastructure de recherche de la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI)	Prendre les décisions entourant la participation du Québec aux Programmes d'infrastructure de recherche de la FCI.	Ministres responsables des ministères suivants : MEI, MES, MSSS et Secrétariat du Québec aux relations canadiennes	MEI
9) Comité interministériel de coordination Québec/FCI	Effectuer les recommandations auprès du Comité ministériel entourant la participation du Québec aux Programmes d'infrastructure de recherche de la FCI.	Sous-ministres adjoints des ministères suivants : MEI, MES, MSSS et Secrétariat du Québec aux relations canadiennes	MEI
10) Comité de gouvernance des projets stratégiques d'infrastructure publique	Effectuer la gouvernance des projets stratégiques d'infrastructure publique.	Membres permanents (hauts représentants) du SCT et de la SQI, et membres sectoriels de hauts représentants du MTO, MCC, MES, MSSS, MAMH et MEI	SCT

Réponse :

Nom du comité	Brève description	Liste des membres	MO responsable
11) Comité d'Innovation sociale	Évaluer les projets soumis aux appels de projets en innovation sociale soutenus au (PSOv2a).	Conseillers et experts du domaine de l'innovation sociale au Québec	MEI
12) Comité mixte MEI-MES sur l'enseignement des sciences et des technologies	Renforcer et enrichir l'enseignement des sciences et des technologies, soutenir l'offre en animation et en culture scientifique des organismes de promotion de la science et de l'innovation et participer aux actions visant à soutenir l'intérêt pour les cheminements scolaires et les carrières en science et en technologie au primaire, au secondaire et à l'enseignement supérieur, dans toutes les régions du Québec.	MEI et MES	MEI
13) Comité interministériel pour la mixité en emploi	Contribuer à la progression de la mixité en emploi incluant la représentation des femmes dans les métiers et professions majoritairement masculins (dont les professions scientifiques et technologiques) et la représentation des hommes dans les métiers et professions majoritairement féminins.	FRQ, MAPAQ, MCC, MEQ, MERN, MELCC, MFQ, MFFP, MSSS, MTQ, MTESS, SAJ	SCF-MEI
14) Comité directeur des Prix du Québec	Approuver les orientations annuelles des Prix du Québec, incluant la prévision budgétaire, le plan de communication, le bilan des activités de communication, le rapport financier et toute autre modification à l'égard des orientations des Prix du Québec.		MEI-MCC
15) Comité interministériel de la recherche et de l'innovation (R-I)	Assurer la cohérence des actions gouvernementales en matière de recherche et d'innovation. De façon plus précise : <ul style="list-style-type: none"> - Mettre à profit les expertises des ministères et tenir compte des besoins de chaque ministère en matière de recherche et d'innovation; - Favoriser la culture scientifique et d'innovation et maximiser son impact. - Soutenir et accompagner les MO afin de mieux articuler l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques en recherche et innovation; - Favoriser la collaboration et le partenariat pour optimiser les retombées de la recherche et de l'innovation, tant sur le plan économique, social et culturel, ainsi qu'au sein même de l'appareil public. 	Tous les ministères et organismes intervenants en R-I	MEI
16) Comité directeur de la mission du Québec à la convention internationale BIO	Organiser et coordonner la mission ministérielle et commerciale du Québec à la convention internationale. Deux sous-comités se rapportent au comité directeur : le sous-comité des communications et de l'agenda ministériel.	MEI, IQI, MRIF, MSSS	MEI
17) Cellule de prospection en investissement étranger – sciences de la vie	Attirer de nouveaux investissements privés dans le secteur des sciences de la vie en optimisant les efforts de prospection d'investissements.	MEI, IQI, QI, MI, Sherbrooke Innopole	MEI

Réponse :

Nom du comité	Brève description	Liste des membres	MO responsable
18) Sous-chantier filière industrielle : électrification des transports	Soutenir le développement de la filière industrielle des véhicules électriques en évaluant les besoins et activités en cours, en assurant une compréhension commune des enjeux, en permettant une cohérence des actions gouvernementales et au besoin en identifiant de nouvelles mesures visant à soutenir la filière.	MTQ, MERN, MELCC, IQ, MTESS, MEQ, Hydro-Québec	MEI
19) Forum des gestionnaires en technologies de l'information	Promouvoir l'excellence dans la gestion des technologies de l'information au gouvernement du Québec, favoriser l'échange, la concertation et le réseautage entre les membres eux-mêmes, les membres des autres forums de concertation et avec les organismes centraux, ainsi que soutenir le développement de ses membres.	Tous les ministères et organismes	SCT
20) Comité de gouvernance en ressources informationnelles	Réunir les acteurs clés de la gouvernance et de la gestion des ressources informationnelles au gouvernement du Québec.	Tous les ministères et organismes	MCN
21) Réseau gouvernemental de cyberdéfense	Regroupement des chefs de la sécurité de l'information organisationnelle.	Tous les portefeuilles ministériels et grands organismes	MCN
22) Table des conseillers en architecture d'entreprise	Fournir un lieu d'échange exclusif à ses membres pour partager leurs expériences et leurs documents.	Tous les ministères et organismes	MCN
23) Comités de la gouvernance de l'Offensive de transformation numérique (OTN)	Coordonner l'OTN avec les partenaires, approuver les projets et suivre les indicateurs sectoriels.	Tous les ministères à vocation économique ainsi que les partenaires stratégiques (IQ, BDC, Fonds FTQ, CDPO, Desjardins, CPMT)	MEI
24) Comité national d'orientation Accès entreprise Québec	Le comité a comme mandat d'orienter le développement des initiatives du réseau Accès entreprise Québec et en assurer une amélioration continue. Il est attendu de la part des partenaires de : - formuler des recommandations pour orienter les activités du réseau; - faciliter la collaboration et la mobilisation des acteurs; - partager de l'information auprès des clientèles et partenaires stratégiques. Aucune rémunération n'est réalisée pour la participation aux rencontres.	MEI, IQ, FQM, UMQ, Association des professionnels en développement économique du Québec, Mouvement des accélérateurs d'innovation du Québec, Coopérative de développement régional du Québec, École des entrepreneurs du Québec, Fonds de solidarité FTQ, Chantier de l'économie sociale, Fédération des chambres de commerce du Québec, Lab-École, Créneaux d'excellence meuble et bois d'œuvre, Créneau tourbe et substrats	MEI
25) Comité interministériel sur l'économie sociale	Assurer le suivi et l'harmonisation des interventions gouvernementales en économie sociale et participer à l'élaboration du Plan d'action gouvernemental en économie sociale.	MEI, ISQ, IQ, MAPAQ, MEQ, MES, MELCC, MCC, MFA, MSSS, MIFI, MAMH, MFQ, MFFP, MRIF, MTQ, Tourisme, MTESS, Recyc-Québec, SAJ, SAA, SCT, SHQ, SROEA	MEI

Question **59**

Suite

Réponse :

Nom du comité	Brève description	Liste des membres	MO responsable
26) Table des partenaires en économie sociale	Conseiller le ministre sur toute question en matière d'économie sociale, plus particulièrement : - dans la mise en œuvre de la Loi en économie sociale, son suivi et son évaluation; - dans la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental en économie sociale (PAGES), son suivi et son évaluation; - en assurant la cohérence des actions menées par les partenaires de la Table avec le gouvernement; - promouvoir l'économie sociale; - sur toute autre question en économie sociale.	MEI, Chantier de l'économie sociale, CQCM, Pôles régionaux en économie sociale, CDRQ, FQM, UMQ	MEI
27) Table de concertation - Repreneurs collectifs	Documenter les enjeux liés à la reprise collective et à élaborer, en collaboration avec les partenaires du milieu, des stratégies et des actions favorisant la reprise d'entreprise par des repreneurs collectifs.	MEI, CDRQ, Centre d'étude en responsabilité sociale et écocitoyenneté, Chantier de l'économie sociale, CQCM, CSN, CTEQ, Desjardins Capital, Fondation, Fonds de solidarité FTQ, FQM, FTQ, IQ, MCE Conseils, Pôles régionaux en économie sociale, Réseau Coop, UMQ	MEI
28) Comité interministériel sur les zones d'innovation	Rôle-conseil auprès du ministre concernant le déploiement du projet de zones d'innovation. Ses membres donnent des avis et des conseils sur l'adéquation des projets de zones d'innovation reçues avec les orientations, politiques et stratégiques de leur organisation respective.	Scientifique en chef, MAMH, MFQ, MES, MAPAQ, MTQ, MCC, MELCC, MERN, MFPP, MIFI, MSSS, MRI, MTESS, IQ, MEI	MEI
29) Comité interministériel - entrepreneuriat	Assurer la cohérence et la complémentarité avec les politiques et les actions existantes et en cours d'élaboration au gouvernement du Québec avec le plan en élaboration.	MES, MEQ, SAJ, MFQ, MIFI, SCF, SAA, MAPAQ, MTO, MAMH, SPN	MEI
30) Forum des responsables en vérification interne	Regroupement de responsables de la vérification interne au gouvernement du Québec afin de transmettre de l'information et échanger des expertises.	Tous les ministères et organismes	SCT
31) Cellule de prospection en investissement étranger – secteur bioalimentaire	Attirer de nouveaux investissements privés dans le secteur bioalimentaire en optimisant les efforts de prospection d'investissements.	MEI, MAPAQ, IQI, QI, MI	MEI
32) Comité de liaison en matière de commerce international et d'investissements étrangers	Assurer la cohésion et la coordination de l'action internationale du Québec.	MEI, MRIF, IQI	MRIF et MEI
33) Comité directeur de MedTech Conference	Planification et organisation de la mission ministérielle du ministre Fitzgibbon à Boston dans le cadre de la MedTech Conference.	MEI, MRIF, DQB, IQI, MSSS	MEI

Question **59**

Suite

Réponse :

Nom du comité	Brève description	Liste des membres	MO responsable
34) Groupe interministériel sur l'économie circulaire	Rendre plus efficaces et intégrées les actions gouvernementales liées à l'économie circulaire en s'assurant de renforcer l'expertise gouvernementale dans ce domaine. L'objectif vise à mettre en place les bases pour l'élaboration d'une Stratégie québécoise d'économie circulaire.	MEI, Recyc-Québec, MELCC, MAPAQ, SPN, MFFP, IQ, MERN, ISQ, MAMH, TEQ, MTQ	MEI Recyc-Qc MELCC
35) Comité de coordination de la mission au Salon aérospatial du Bourget	Coordonner la mission ministérielle et commerciale au Salon aérospatial du Bourget.	MEI (DTMD, DPCII, Comm.), IQI, MI, Délégation générale du Québec à Paris (DGQP)	MEI
36) Sous-comité – Communications pour l'organisation de la mission ministérielle au Salon aérospatial du Bourget	Planifier et organiser les activités et éléments de communication reliés à la mission ministérielle au Salon aérospatial du Bourget.	MEI (DTMD, DPCII, Comm.), IQI, MI, DGQP	MEI
37) Comité de coordination de la mission au Salon aérospatial de Farnborough 2022	Coordonner la mission ministérielle et commerciale au Salon aérospatial de Farnborough 2022.	MEI (DTMD, DPCII, Comm.), IQI, MI, Délégation générale du Québec à Londres	MEI
38) Comité de coordination C2 Montréal	Coordonner les actions ministérielles pour les événements C2 Montréal 2021 (activités virtuelles) et 2022.	MEI (DCBA, Innovation, Comm), IQI, C2 Montréal	MEI
39) Équipe environnementale internationale	Comité visant à accroître la collaboration et développer des initiatives pour soutenir l'écosystème en technologies propres.	MRIF, MEI, MERN, MFFP, IQI, etc.	MRIF
40) Comité sur la biodiversité	Comité visant à établir le positionnement international du Québec dans le cadre des négociations du prochain cadre mondial de la biodiversité de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique.	MRIF, MEI, MELCC	MRIF
41) Comité-conseil sur l'allègement réglementaire et administratif	Conseiller le gouvernement sur les mesures à mettre en œuvre afin d'alléger le fardeau réglementaire et administratif des entreprises.	Coprésidents : MEI, Fédération canadienne de l'entreprise indépendante Membres : FCCQ, CPO, MCE, MTESS, SCT, Revenu Québec, MEQ, MELCC, COCD	MEI
42) Comité-conseil de la Stratégie de développement économique local et régional (SDELR)	Dans le cadre de l'élaboration de la SDELR, la ministre déléguée au développement régional s'est adjointe d'individus considérés comme des experts et concernés par le développement économique local et régional. Il n'y a eu aucune rémunération pour la participation à ces rencontres.	Marie-José Fortin, Frédéric Laurin, Pierre Chateaufort, Fabrice Fortin, Philippe Noël, Mathieu Vigneault, Bernard Vachon, Marie-Ève Arbour, Éric Desaulniers, Frédéric Raymond, Marc-Urbain Proulx, Chantal Tardif, Dave Gosselin, Cadleen Désir	MEI

Question **60**

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.
a) Nombre de stagiaires reçus;
b) Heures de stages effectués;
c) Rémunération totale déboursée.

Réponse :

Le Ministère a embauché 26 stagiaires pendant l'exercice financier, ce qui représente une rémunération totale de 263 337 \$.

La rémunération totale comprend toutes les sommes déboursées aux stagiaires, notamment : le salaire régulier, la compensation pour les journées fériées, le remboursement des vacances lors d'un départ et tout autre ajustement touchant la rémunération.

Question **61**

Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19, pour 2020 et 2021.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor**, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **62**

Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le **Secrétariat du Conseil du trésor**.

Question **63**

Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

Réponse :

En 2021-2022, le Ministère n'a perçu aucune amende en vertu de l'application des lois dont il est le responsable.

Question **64**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.

Réponse :

Aucune somme n'a été dépensée par le ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) durant l'année.

Question **65**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.

Réponse :

Au 28 février 2022, 21 des 25 mesures du Plan d'action en économie sociale (PAGES) sont mises en place. Les quatre mesures restantes le seront graduellement en 2022-2023, soit :

- 7 : Assouplissement du Programme d'appui à la reprise collective d'entreprises;
- 8 : Faisabilité d'un fonds d'acquisition temporaire d'entreprises pour la reprise collective;
- 21 : Portrait statistique;
- 25 : Cadre de référence gouvernemental pour l'application des mesures et des programmes de soutien accessibles aux entreprises d'économie sociale.

Les mesures 2, 9, 11 et 20 sont mises en place par l'entremise du Programme de soutien à l'économie sociale (PSES). En date du 28 février 2022, aucune aide financière n'avait encore été octroyée. Toutefois, plusieurs dossiers sont en analyse et la majorité de l'enveloppe aura été utilisée d'ici la fin de l'exercice financier.

PAGES 2020-2025		
	Mesures	Dépenses réalisées 2021-2022 (\$)
Orientation 1 Appuyer les entreprises d'économie sociale dans leur réponse aux besoins des individus et des collectivités		
1	Pôles régionaux d'économie sociale	2 190 000
2	Projets pilotes d'émergence d'entreprises d'économie sociale et d'aide technique aux OBNL en économie sociale (pôles d'économie sociale et Coopérative de développement régional du Québec (CDRQ)) - PSES - volet 1	En cours
3	Entente de partenariat pour le développement des coopératives (Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM))	4 205 000
4	Accompagnement adapté aux entreprises d'économie sociale des communautés d'expression anglaise (Mesure du secrétariat aux Relations avec les Québécois d'expression anglaise)	110 000
5	Accompagnement technique spécialisé (INNOGEC Régulier)	450 000
	Accompagnement technique spécialisé (INNOGEC Relance)	1 250 000
6	Programme de soutien à la relève collective (PSRC)	140 000
7	Assouplissements du Programme d'appui à la reprise collective d'entreprises (PARC)	Mesure sans budget
8	Faisabilité d'un fonds d'acquisition temporaire d'entreprises pour la reprise collective	Mesure sans budget
9	Appui aux secteurs stratégiques en entrepreneuriat collectif PSES - volet 2	En cours
10	Formation des préposés des entreprises d'économie sociale en aide à domicile	940 000
	Sous-total	9 285 000
Orientation 2 Innover et investir en misant sur les atouts des entreprises d'économie sociale		
11	Financement de projets innovants de mutualisation PSES - volet 3	En cours
12	Cohortes d'entreprises pour l'implantation des pratiques d'affaires écoresponsables (Fonds Écoleader)	Mesure sans budget
13	Programme de capitalisation des entreprises d'économie sociale (CAES, géré par IQ)	1 377 000
14	Congés d'intérêt Fiducie du Chantier et prêt de 10 M\$ de 2019	Réalisé
15	Programme d'immobilisation en entrepreneuriat collectif (PIEC, géré par IQ)	4 776 392
16	Outils de financement pour la relance (Réseau d'investissement social du Québec (RISQ))	4 900 000
17	Financement participatif (expérimentation)	349 000

Question **65** Suite

Réponse :

PAGES 2020-2025		
Mesures		Dépenses réalisées 2021-2022 (\$)
Sous-total		11 402 392
Orientation 3 Mettre en valeur de l'entrepreneuriat collectif		
18	Financement du Chantier de l'économie sociale	708 000
19	Fonds étudiants pour l'expérimentation de l'entrepreneuriat collectif	Mesure sans budget
20	Stratégie de sensibilisation des acheteurs publics gouvernementaux et municipaux PSES - volet 4	En cours
21	Portrait statistique	0
22	Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS)	563 000
23	Centre d'excellence en économie sociale pour les communautés d'expression anglaise (Mesure du Secrétariat aux Relations avec les Québécois d'expression anglaise)	245 000
24	Rayonnement international de l'expertise québécoise en économie sociale (Mesure du ministère des Relations internationales et de la Francophonie)	156 291
25	Cadre de référence gouvernemental pour l'application des mesures et des programmes de soutien accessibles aux entreprises d'économie sociale	Mesure sans budget
Sous-total		1 672 291
Total		22 359 683

Question **66**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.

Réponse :

Sommes engagées par le MEI pour les mesures du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres

Mesures	Montant total (M\$)	Résultat	Commentaire
Économie circulaire	1,5	7 projets financés dans le cadre du Programme d'appui aux secteurs stratégiques et aux crêneaux d'excellence (PADS v2).	Les montants non engagés de la mesure au 31 mars 2022 sont en processus de transfert via un décret au CRIBIQ.
Regroupement d'entreprises	0,5	7 projets financés dans le cadre du Programme d'appui aux secteurs stratégiques et aux crêneaux d'excellence (PADS v2).	Les montants non engagés de la mesure au 31 mars 2022 sont en processus de transfert via un décret au CRIBIQ.
Économie verte (cadre de référence et indicateurs)	0	Publication du tableau de bord pour la mesure de l'économie verte le 26 février 2021.	
Encadrement de marché des produits et services écoresponsables	0	Poursuite du contrat signé en 2019-2020 avec le Conseil des industries durables.	
Économie verte (cadre de référence et indicateurs)	0,093	Enquête sur la démarche de développement durable, les pratiques d'affaires écoresponsables et l'utilisation des technologies propres en entreprise.	
Économie verte (cadre de référence et indicateurs)	0,054	20 % de la seconde enquête sur le développement durable, les pratiques écoresponsables et les technologies propres.	
Économie verte (cadre de référence et indicateurs)	0,043	Entente de service avec l'ISQ concernant l'élaboration d'un indicateur québécois de productivité des matières écoresponsables.	
Total	2,19		

Les projets retenus au terme de l'appel de projets d'innovation et de vitrines en technologies propres ont été annoncés le 18 mai 2021.

Question **66** Suite

Réponse :

Investissement Québec

Programme innovation

Entreprise ayant reçu un déboursé entre le 1^{er} avril 2021 et le 28 février 2022 dans le cadre des appels à projets pour le plan d'action.

Mesure 3- Soutien à l'essor de l'économie circulaire	
Pyrovac - Bioterre - Biostimulant	30 000
TriCycle inc.	175 000
Groupe Aptas (Irri-blière)	28 995
Pyrovac - Plexiglass	77 132
Soleco Énergie	285 666
Toucan Solutions	31 116
Solugen	175 000
Total mesure 3	802 909

Mesure 5 - Établissement de communautés de pratiques	
Ozero Solutions	44 573
Total mesure 5	44 573

Mesure 6 et 7 - Appui à des projets d'innovation et Soutien à des vitrines technologiques	
ASDR Canada inc.	326 293
9972242 Canada inc. (Entosystem)	197 029
10795038 Canada inc. (EnVert)	747 916
Letenda inc.	280 445
Technologies Marine Vision inc.	475 668
6684327 Canada inc. (Allied Scientific Pro)	188 850
Sanexen Services Environnementaux inc.	353 242
Environnement Viridis inc.	276 089
9372-2791 Québec inc. (Tero)	55 281
Total mesure 6 et 7	2 900 813

Total	3 748 295
--------------	------------------

Question **67**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2017-2022.

Réponse :

La réponse à cette question se trouve à la question 47 des Renseignements particuliers de l'opposition officielle.

Question **68**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.

Réponse :

La réponse à cette question est incluse à la question 36 des Renseignements particuliers de l'Opposition officielle.

Question **69**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.

Réponse :

La réponse à cette question est incluse à la question 76 des Renseignements particuliers de l'Opposition officielle.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION

Renseignements généraux

Étude des crédits 2022-2023

Question 70

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.

Réponse :

Sommes dépensées par le ministère de l'Économie et de l'Innovation et Investissement Québec en date du 28 février 2022

Secteur Science et innovation

Nom du bénéficiaire	#Dossier	Description	Montant octroyé (M\$)	Année d'octroi	Prévu / Engagé / Déboursé 2021-2022 (M\$)
(Projet autorisé) : Collège d'enseignement général et professionnel Édouard-Montpetit	S. O. [PSOv3 sous la responsabilité du MES]	Fabrication, finition, caractérisation et inspection de pièces en composites à matrice céramique.	1,000	21-22	0 [crédits sous la responsabilité du MES]
Total			1,000		-

Secteur Entrepreneuriat et compétitivité des entreprises et des régions

Nom du bénéficiaire	N° de dossier	Description	Montant octroyé (M\$)	Année d'octroi	Prévu / Engagé 2021-2022 (M\$)
Corporation d'innovation et développement Alma-Lac-Saint-Jean-Est (CIDAL)	PADS56771	Essais et adaptation technologique de vols en ballons stratosphériques télépilotés et de l'usage d'une caméra hyperspectrale en haute altitude	0,199	21-22	0,199
Total			0,199		0,199

Investissement Québec

Nom de l'entreprise	Forme d'intervention	Financement autorisé (\$)¹
GHGSat Incorporated	Capital-actions privilégié	12 385 094
Laflamme Aéro inc.	Capital-actions privilégié	1 890 585
Studios Félix & Paul inc.	Prêt	5 000 000
Studios Félix & Paul inc.	Débenture	3 000 000
General Dynamics Land Systems - Canada Corporation	Contribution remboursable par redevances	9 000 000
Emyode Services Conseils Inc. et Solutions Wiseleap Inc.	Prêt	1 057 000
Société en commandite Airbus Canada	Capital-actions privilégié	374 220 000
Ingenio Aerospace inc.	Parts de société en commandite	460 000
Total		407 012 679

Question **71**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action en économie numérique 2016-2021.

Réponse :

Aucune action n'a été réalisée ni aucune somme n'a été dépensée par le MEI en 2021-2022, car le Plan d'action en économie numérique s'est terminé en 2020-2021.

En ce qui concerne la mise en place du programme Québec branché, la réponse sera fournie par le **Ministère du Conseil exécutif**.

Question **72**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.

Réponse :

Industries stratégiques et projets économiques majeurs

La SQDA 2015-2025 avait été lancée en 2015 afin d'appuyer la croissance de toute la chaîne de valeur de l'aluminium au Québec. Le dernier cadre budgétaire de cette SQDA a pris fin le 31 mars 2021.

À l'automne 2020, le MEI a réalisé un processus consultatif en prévision du renouvellement de la SQDA.

— Plus d'une vingtaine de mémoires ont été reçus et près de 60 organisations ont été rencontrées, dont des multinationales, des PME, des municipalités, des syndicats et autres organismes de l'industrie.

La SQDA 2021-2024, une stratégie actualisée, fruit des réflexions et des propositions de l'industrie, a été dévoilée le 17 novembre 2021.

La SQDA 2021-2024 est dotée d'une enveloppe dédiée de 75 M\$ sur trois ans, dont 50 M\$ pour la recherche et l'innovation :

- 40 M\$ proviennent des crédits annoncés dans la mise à jour économique du 12 novembre 2020 (provenant des crédits de 166 M\$ prévus pour la mesure « Déployer des mesures adaptées à certains secteurs stratégiques » mentionnés à la page B.53 et B.56);
- 35 M\$ sur deux ans (17,5 M\$ en 2022-2023 et 17,5 M\$ en 2023-2024) proviennent du budget 2021-2022.

Pour l'exercice 2021-2022, l'information disponible permet d'affirmer que des engagements budgétaires totalisant plus de 25,98 millions de dollars ont été pris et/ou réalisés par le MEI au 31 mars 2022.

Les bénéficiaires de ces engagements sont :

Nom	Description
Grappe industrielle de l'aluminium du Québec (AluQuébec)	Soutien à plusieurs de ses initiatives de la SQDA.
Société d'habitation du Québec et Société québécoise des infrastructures	Démonstration de nouveaux produits de l'aluminium dans les bâtiments.
Centre québécois de recherche et de développement de l'aluminium et Consortium de recherche et d'innovation en transformation métallique	Appui à des projets d'innovation en mode partenariat fournisseurs/clients. Appui à des projets de recherche industrielle.
Société de la Vallée de l'aluminium	Développement de projets au Saguenay-Lac-Saint-Jean.
Réseau Trans-AL	Projet Alu 4.0.
CÉGEP de Trois-Rivières/Centre de métallurgie du Québec	Implantation d'une infrastructure de recherche stratégique sur le laminage de l'aluminium- un laminoir expérimental.

Science et innovation

Nom	Description
Cégep de Trois-Rivières	Agrandissement et acquisition d'équipements pour le laminage et le moulage de nouveaux alliages d'aluminium hautement performants au Centre de métallurgie du Québec.
Cégep de Trois-Rivières	Consolidation de la capacité de recherche en transformation de l'aluminium.
Centre québécois de recherche et de développement de l'aluminium	Appui à des projets de recherche industrielle.

Question **72** Suite

Réponse :

Entrepreneuriat, compétitivité des entreprises et des régions

Nom	Description
Société de la Vallée de l'aluminium	Développement de projets au Saguenay-Lac-Saint-Jean.
Société de la Vallée de l'aluminium	Coordination du créneau d'excellence Transformation de l'aluminium.
9104-4289 Québec inc. (CoupeSag Laser / jet d'eau)	Développement de produits et de marché maritime.

Investissement Québec

Pour les interventions effectuées à même les fonds propres d'Investissement Québec, veuillez vous référer aux documents d'Investissement Québec – Renseignements particuliers à la question 71 de l'opposition officielle.

Pour les interventions du Fonds du développement économique, la réponse à cette question est incluse à la question 21 des Renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition.

Question **73**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations.

Réponse :

Sommes dépensées et actions réalisées en 2021-2022 dans le cadre du Plan d'action pour la relance des exportations (PARE) :

- Un formulaire de signalement des irritants ou des barrières au commerce interprovincial a été mis en ligne le 4 mai 2021 sur le site internet du Ministère. L'outil est promu notamment par les Bureaux du Québec au Canada.
- Afin de simplifier les règles applicables en matière de commerce interprovincial et ainsi favoriser la croissance des échanges avec les autres provinces canadiennes, le gouvernement du Québec a :
 - abrogé la Loi sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés qui comportait des exigences duplicatives et imposait aux entreprises un fardeau administratif injustifié;
 - modifié le Règlement sur la possession et le transport au Québec de boissons alcooliques acquises dans une autre province ou un territoire du Canada, de manière à ce que la réglementation québécoise soit alignée avec celle en vigueur dans la plupart des autres provinces canadiennes à ce sujet.
- Le 22 septembre 2021, par le décret 1258-2021, le gouvernement du Québec approuvait l'établissement du Programme de soutien à la commercialisation et à l'exportation ainsi que l'administration de ce programme par Investissement Québec (IQ).
 - Le programme, qui a été lancé en décembre 2021, possède trois volets :
 - Le renforcement de la capacité des PME à commercialiser leurs produits et services sur le marché québécois comme premier pas vers l'exportation;
 - Le renforcement de la capacité d'exportation des PME et l'accélération de leurs projets sur les marchés hors Québec;
 - L'appui aux grandes entreprises dans leurs projets structurants sur les marchés internationaux.
 - Au total, 805 aides financières non remboursables ont été octroyées à des entreprises pour appuyer leur commercialisation au Québec ainsi que dans les marchés canadiens et internationaux par l'entremise du Programme Exportation (PEX) et du Programme de soutien à la commercialisation et à l'exportation (PSCE), ce qui représente un montant de plus de 35 M\$.
- Lancement de nouveaux services d'accompagnement des entreprises sur les marchés publics hors Québec en octobre 2021. Les services incluent l'analyse de marché, la recherche de partenaires et la validation de programmes et de projets, permettant un maillage avec des donneurs d'ordres publics, des bailleurs de fonds et des organisations internationales.
 - Depuis octobre, plus de 40 entreprises exportatrices ont été appuyées au niveau de la recherche personnalisée d'opportunités et de la veille stratégique dans les secteurs et géographies visés. Québec ainsi que les entreprises exportatrices performantes et innovantes de secteurs clés du Québec (ex : aérospatiale, aluminium, fintech, intelligence artificielle, expériences numériques).

Question **73**

Suite

Réponse :

- Le 2 février 2022, par le décret 119-2022, le gouvernement du Québec approuvait l'introduction d'un nouveau volet au Programme ESSOR, soit l'appui à l'internationalisation des entreprises, qui sera administré par IQ.
 - L'objectif de ce nouveau volet consiste à accroître la présence des entreprises québécoises dans les chaînes d'approvisionnement mondiales en les accompagnant dans leurs stratégies d'internationalisation plus complexes.
- Le MEI poursuit l'appui financier des organismes de concertation et de promotion sectoriels et régionaux de l'écosystème d'exportation, tels que le Bureau de promotion des produits du bois du Québec, les organismes régionaux de promotion des exportations et les associations industrielles.
- Montréal International et Québec International ont également reçu un soutien financier pour leurs activités de prospections des investissements directs étrangers.
- Établissement d'une entente de collaboration entre Commerce International Québec (CIQ), le réseau des organismes régionaux de promotion des exportations (ORPEX), et Investissement Québec International visant à améliorer le parcours-client des entreprises exportatrices. Le cadre de collaboration élaboré établit concrètement les responsabilités respectives de chaque organisme permettant d'orienter les entreprises vers le bon partenaire, en fonction de leurs besoins et de leur niveau de maturité, et d'assurer ainsi une meilleure prise en charge des projets des entreprises exportatrices.
- Suivis biannuels auprès de 700 grands exportateurs et PME performantes à l'exportation afin d'appuyer ces entreprises, ayant un fort potentiel d'impact à l'exportation, dans leur développement d'affaires sur les marchés hors Québec et contribuer ainsi à faire croître les exportations du Québec.

Quant à la vision internationale du Québec, la réponse à cette question sera fournie par le **ministère des Relations internationales et de la Francophonie**.

Prendre note qu'en application du paragraphe 14 de l'article 4 du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels, les aides financières de 25 k\$ et plus sont déclarées mensuellement par la Commission sur les engagements financiers et sur le site Internet du Ministère.